

H-France Review Vol. 16 (October 2016), No. 233

Jennifer L. Sweatman, *The Risky Business of French Feminism. Publishing, Politics, and Artistry*. London and Lanham: Lexington Books, 2014. 217 pp. Notes, bibliography, and index. \$90.00 U.S. (hb). ISBN 978-0-7391-7965-9; \$89.99 U.S. (eb). ISBN 978-0-7391-7966-6.

Review by Bibia Pavard, Université Paris 2, Panthéon-Assas.

L'ouvrage de Jennifer L. Sweatman est consacré à l'histoire des éditions des femmes. Entreprise atypique née dans le contexte du Mouvement de libération des femmes (MLF) français en 1972, elle a perduré jusqu'à aujourd'hui. Le livre met l'accent sur le succès de la maison d'édition malgré ce que l'auteure considère comme des risques surmontés, énoncés dans le chapitre introductif. Il était d'abord risqué de créer une maison d'édition participant au mouvement de libération des femmes et destiné à lutter par la culture. Le deuxième risque est davantage liée à l'histoire du groupe à l'origine de la maison d'édition : « Psychanalyse et politique » ou « Psy et Po ». Dirigé par la militante Antoinette Fouque, il a eu un positionnement marginal au sein des mobilisations féministes des années 1970. S'appuyant sur la psychanalyse et le marxisme, le groupe Psych et Po considère que, pour lutter contre le patriarcat, les femmes doivent célébrer leur différence et lever la censure sur leurs corps. La maison d'édition, dans ce prolongement, cherche à publier des textes qui créent un « style femelle » et incarnent la lutte des femmes. Ainsi le groupe rejette l'adjectif féministe arguant que le féminisme ne vise pas à renverser l'ordre patriarcal mais plutôt à réévaluer la place des femmes dans cet ordre. Ce positionnement est à l'origine de conflits avec les autres groupes du MLF. Et pourtant, paradoxalement, les éditions des femmes ont été un lieu de diffusion de la culture féministe dans le domaine culturel et ont donné accès à des ouvrages de femmes en lutte. Le troisième risque reposait sur une politique éditoriale centrée sur les textes de femmes alors que la production littéraire et l'édition restaient, au début des années 1970, une industrie où les hommes dominaient. On pourrait ajouter, même si ce n'est pas abordé par l'auteure, que faire l'histoire des éditions des femmes est également « une entreprise risquée. »

Le groupe Psychanalyse et politique et son animatrice disparue en 2014, Antoinette Fouque, sont au cœur de concurrences mémorielles qui se focalisent sur deux points principaux.[1] Le groupe Psych et Po a d'abord déposé une association et une marque au nom du Mouvement de libération des femmes--MLF en 1979 ce qui provoqua la colère d'autres groupes féministes lui reprochant d'avoir usurpé le nom du mouvement. Ensuite, dans les années 1990, Antoinette Fouque déclara avoir co-fondé le MLF en 1968, affirmation contestée par d'autres militantes qui estimaient que le mouvement avait émergé en 1970 avec les premières assemblées générales, publications et actions médiatisées et, de manière générale, que le MLF n'avait pas été « fondé » par quelques individus. Ces débats, très intenses dans l'espace féministe militant français aujourd'hui, sont tels qu'il est difficile pour les chercheurs et chercheuses actuels de s'en extraire. Ainsi, à titre d'exemple en 2008, l'historienne Michelle Perrot répondait à une interview dans *Le Figaro* et reconnaissait à Antoinette Fouque une « personnalisation abusive » dans un contexte où cette dernière fêtait les 40 ans de la naissance du MLF.[2] Ces conflits, il faut bien l'avouer, influent sur l'accessibilité des sources et la manière de les traiter. Les éditions des femmes ont conservé des archives professionnelles riches mais sélectionnent très précautionneusement les personnes qui peuvent les consulter.[3]

On peut ainsi regretter que l'auteure n'ait pas davantage insisté sur le contexte de réalisation de l'ouvrage et ait choisi de taire les coulisses de sa recherche autant que la violence de ces controverses. C'est sans doute lié au fait que Jennifer L. Sweatman affirme vouloir livrer un regard nuancé, "in an effort to avoid limiting Editions des femmes' historical significance to internecine conflicts with other feminists" (p. 9). Elle est en quête d'un juste milieu en ne cherchant, comme elle le dit elle-même, ni à "identify or attack Editions des Femmes" mais à "identify the strategies the house deployed to stay alive as a small, independent, female-run publishing house in an industry increasingly dominated by large, [sic] media conglomerates" (p. 9). Elle rejoint donc les travaux universitaires précédents émanant de jeunes chercheuses qui avaient souhaité se démarquer des récits produits par les actrices du mouvement et s'inscrit dans un renouvellement générationnel : l'écriture de l'histoire du MLF par des chercheuses qui ne l'ont pas vécue. En outre, l'auteure dit vouloir aborder le sujet sous l'angle de l'histoire de l'édition contemporaine avant celui de l'histoire du féminisme. Cette distance voulue ne signifie pas, pour autant, l'évitement de la question des conflits qui font partie intégrante de l'histoire de cette maison d'édition ; un chapitre y est d'ailleurs légitimement consacré.

Le deuxième chapitre, s'appuyant sur des entretiens, des témoignages publiés par des militantes et sur des travaux existants, replace la création de l'entreprise dans son contexte politique. L'ambition était d'avoir une action militante par l'action culturelle : les femmes ayant besoin d'un débouché pour leur création et d'un soutien pour leurs projets, tout cela participant de la lutte contre la domination masculine et pour l'affirmation des femmes dans la société. Il s'agissait donc d'aller à l'encontre des maisons d'édition traditionnelles et cela s'est traduit en particulier par un fonctionnement collectif, l'absence d'un comité éditorial et l'absence de spécialisation des tâches. La maison d'édition bénéficie dès le départ du soutien financier de l'une des militantes du groupe, Sylvina Boissonnas, riche héritière et mécène qui finance l'entreprise, ce qui autorise une grande liberté dans la politique éditoriale. Néanmoins, la création des éditions des femmes entre 1972 et 1974 se fait dans un contexte de divisions internes au MLF si bien que la position de ses fondatrices est ambiguë. L'auteure montre bien leur volonté d'être à la fois la maison d'édition de toutes les femmes et celles du MLF (les premiers livres portent l'inscription « des femmes du MLF éditent »). Néanmoins, *in fine* elle devient la maison d'édition du groupe psychanalyse et politique.

Le troisième chapitre analyse la politique éditoriale des éditions des femmes. L'auteure note que la maison d'édition a réussi à bâtir un catalogue de qualité, cohérent avec la ligne politique et a contribué à rendre publiques plusieurs causes telles que la violence envers les femmes ou la répression des femmes dissidentes. Les premiers ouvrages reçoivent un accueil critique favorable. Les éditions des femmes ouvrent en outre trois librairies à Paris, Lyon et Marseille. Néanmoins, le succès crée aussi des tensions au sein du Mouvement de libération des femmes. Les attaques se multiplient, certaines militantes dénoncent la visibilité accrue de Psych et Po et ce qu'elles perçoivent comme l'appropriation du mouvement au nom d'une entreprise commerciale.

Le quatrième chapitre se concentre sur les conflits entre les animatrices des éditions des femmes et certaines militantes du Mouvement de libération des femmes entre 1976 et 1979. Ces conflits, qui passent d'abord par des tribunes dans les journaux puis par l'occupation de la librairie parisienne pour soutenir une employée se disant laissée, vont jusqu'aux procès. Ils révèlent l'incapacité de la maison d'éditions d'unifier le mouvement derrière son projet éditorial. Ils expriment aussi les compétitions politiques et commerciales en jeu. Comme l'écrit Jennifer L. Sweatman le pouvoir généré par les publications et la capacité à attirer une audience est au cœur de la controverse : ces conflits se concentrent sur "the power to represent and speak on behalf of the movement" (p. 109). La décision d'Antoinette Fouque en 1979 de créer une association appelée « Mouvement de libération des femmes » et de déposer une marque commerciale sur le même nom s'inscrit dans ces rivalités pour définir ce qu'est le mouvement à un moment où le féminisme se diffuse largement dans la société à travers les partis politiques, les syndicats, les médias. Mais, cela crée aussi une rupture durable avec les autres groupes.

Le cinquième et dernier chapitre analyse la manière dont les éditions des femmes ont su s'adapter au contexte renouvelé des années 1980. Avec le déclin du militantisme d'extrême gauche, la perte de vitesse du mouvement féministe et l'institutionnalisation liée à l'arrivée au pouvoir du président socialiste François Mitterrand en 1981, le positionnement politique et commercial de la maison d'édition change. Les publications se concentrent davantage sur la fiction et une nouvelle collection de livres cassettes lus par des actrices, "la bibliothèque des voix", marque un tournant vers un féminisme plus centré sur la célébration des individus que sur celle des collectifs. D'ailleurs le nom de la fondatrice est désormais rendu visible : la maison devient les « Editions des femmes--Antoinette Fouque ». Ainsi l'entreprise "increasingly adopted a moderate and commemorative, rather than radical and defiant, tone in its public campaigns" (p. 140). Les livres changent aussi d'aspect : une couverture blanche très sobre remplace les couvertures plus illustrées des années 1970. Le déménagement d'Antoinette Fouque pour la Californie entre 1983 et 1989 facilite également les échanges avec les États-Unis : une dizaine d'auteures américaines sont traduites en français tandis que le même nombre de traductions est vendu à des maisons d'édition américaines.

A son retour, Fouque fonde une nouvelle association, l'Alliance des femmes pour la démocratie (1989) et est élue députée européenne en 1994. L'idéal de démocratie l'emporte alors sur la révolution, à travers un discours qui s'inscrit désormais plus généralement dans la rhétorique des droits de l'Homme et dans un contexte de fin de l'âge d'or du féminisme éditorial : parmi les nombreuses collections femmes qui avaient été créées dans les années 1970, seules trois demeurent. Les éditions des femmes, quant à elles, se repositionnent sur la création des femmes autour du concept de "géné(t)alité" c'est-à-dire s'appuyant sur la recherche psychanalytique d'une autre libido créative qui ne soit pas phallique. De plus, la maison d'édition participe à une volonté de célébrer la place des femmes dans l'histoire avec une collection consacrée à la publication de textes classiques de femmes et la célébration de femmes en lutte dans le monde (Aung San Suu Kyi ou Taslima Nasreen par exemple). Se repositionnant comme petite maison d'édition, elle fait front avec d'autres pour dénoncer le pouvoir des grands groupes et soutenir l'idée du prix unique des livres, Antoinette Fouque affirme ainsi son statut d'éditrice. Entre 1989 et 2004, le nombre de livres publiés est très restreint : on passe de 300 titres entre 1974 à 1989 à 77 entre 1990 et 2004, mais à l'aube des années 2000 la structure renaît au cœur de Saint-Germain-des-Prés à Paris, avec une nouvelle librairie / galerie (54 livres et 51 cds sont publiés entre 2005 et 2008). Là, on peut d'ailleurs s'étonner du silence de l'auteure au sujet du financement de la maison d'édition. Si l'entreprise a perduré au-delà du changement de contexte politique n'est-ce pas principalement parce qu'elle a pu bénéficier du soutien financier d'une militante / mécène fidèle alors que les maisons d'édition concurrentes n'ont pas eu cette chance ?

L'ouvrage de Jennifer L. Sweatman ne révolutionne pas les connaissances sur les éditions des femmes dans la mesure où elle revisite des sources déjà analysées dans d'autres travaux. Néanmoins son approche synthétique centrée sur les risques surmontés a l'avantage de faire connaître au public anglophone l'histoire extraordinairement complexe de cette entreprise politique et commerciale hors du commun. Son opus souligne aussi la nécessité de prendre en compte le rôle central des maisons d'édition dans le travail militant et la circulation transnationale des figures et concepts. Il vient ainsi utilement compléter des travaux centrés sur l'édition d'extrême gauche.[4] Enfin, il contribue à l'histoire culturelle de la contestation des années 1968.

Pour autant, on peut regretter que les actrices de l'histoire ne soient pas visibles dans ce récit souvent désincarné : on se demande parfois ce qu'il y a derrière le terme "les éditions des femmes", "le MLF", "Psychanalyse et politique". Qui agit ? Qui fait quoi ? Quelles hiérarchies étaient derrière les discours ? Antoinette Fouque est la seule qui soit plus longuement évoquée. Pour comprendre le fonctionnement de cette maison d'édition, il aurait sans doute été intéressant d'interroger les pratiques professionnelles et d'ajouter un autre risque: le *turn over*, la place plus centrale des conflits de personnes dans la mesure où liens d'amitiés et liens professionnels et les divergences politiques s'entremêlent. Le rôle des auteures

n'est pas non plus évalué. On peut ainsi s'étonner de l'emploi de l'expression « *French Feminism* » dans le titre, et à plusieurs reprises dans le livre, sans qu'elle soit à aucun moment explicitée. Ce terme a pourtant une histoire et a servi à désigner la pensée et la littérature d'une partie des féministes françaises tournées vers le différentialisme (Hélène Cixous, Luce Irigaray, Julia Kristeva). Aujourd'hui plus largement, il semble désigner les écrivaines du mouvement de libération des femmes. Néanmoins, au singulier, il réduit la diversité et la complexité des pensées et des textes dans le mouvement féministe français.[5] De plus, le terme semble limiter le féminisme français à la production littéraire, ce qui est loin d'épuiser la multiplicité des modes d'actions employés hors de l'écrit. Or l'ouvrage de Jennifer L. Sweatman montre bien, justement, ce foisonnement politique irréductible.

#### NOTES

[1] Ces conflits mémoriels sont désormais éclairés par la thèse de sociologie politique de Marion Charpenel, « *Le privé est politique !* » : *sociologie des mémoires féministes en France* (Institut d'études politiques, 2014).

[2] « Antoinette Fouque un petit côté sectaire », *Le Figaro.fr*, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2008/10/09/01016-20081009ARTFIG00739-mlf-antoinette-fouque-a-un-petit-cote-sectaire-.php>, accédé 10 octobre 2008.

[3] Il y avait jusque-là eu deux études : la thèse de littérature française de Fanny Mazzone, *L'édition féministe en quête de légitimité : capital militant, capital symbolique (1968-2001)* (Université de Lorraine, 2007) et mon ouvrage issu d'un mémoire de DEA d'histoire, Bibia Pavard, *Les éditions des femmes. Histoire des premières années (1974-1979)* (Paris, L'Harmattan, 2004).

[4] On pense en particulier à Julien Hage, *L'édition politique d'extrême gauche au XX<sup>e</sup> siècle, essai d'histoire globale* (Lyon, Presses de l'ENSIB, 2013).

[5] Cette diversité est bien montrée dans la thèse de littérature et civilisation française d'Audrey Lasserre, *Histoire d'une littérature en mouvement : textes, écrivaines et collectifs éditoriaux, du Mouvement de libération des femmes en France (1970-1981)* (Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle, 2014).

Bibia Pavard  
Université Paris 2, Panthéon-Assas  
[bibiapavard@gmail.com](mailto:bibiapavard@gmail.com)

Copyright © 2016 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.